



Déclaration préalable Comité Technique Ministériel Du 17 juin 2016

Monsieur le Président, chers collègues,

La rédaction de nos déclarations préalables est aujourd'hui un vrai casse-tête : il y a tant de dysfonctionnements et de sujets de mécontentements !

Le premier point portera sur l'actualité : les inondations.

Ensuite seront abordés les sujets les plus prégnants : le plan de requalification 2016, les mobilités, le RIFSEEP.

Enfin un focus sera fait sur la situation à MAYOTTE.

1- Actualité

Monsieur le Président, nous avons bien entendu le discours du Premier Ministre sur la nécessité de la mobilisation nationale suite aux inondations de ces dernières semaines. L'UNSA Développement Durable souhaite rappeler à ce dernier par votre intermédiaire que si des pompiers, militaires... ont bien été mobilisés cela a également été le cas des agents de nos ministères au travers des services de prévention des crues, de Météo France, des DIR etc. etc. Mais nos ministères n'ont sans doute pas eu la visibilité qu'il eut été nécessaire pour que nos élites prennent enfin conscience de l'importance des missions portées à bout de bras par les femmes et les hommes de nos ministères.

Nos ministères prennent l'eau et nos dirigeants regardent ailleurs. Nos collègues sont usés d'être considérés comme des coûts et non comme la richesse qu'ils représentent.

Souvenons-nous de 1999 et d'un épisode encore plus meurtrier pour notre pays et ses infrastructures. A l'époque nos ministères étaient une fierté nationale. Désormais, nos collègues regardent impuissants au journal un Premier Ministre qui les ignore, des communes qui auraient bien besoin de l'intervention de nos services techniques et usagers qui se demandent ce que fait la « DDE »...

Monsieur le Secrétaire Général, la transition c'est maintenant, sauvez notre ministère de la noyade !

2- La mise en œuvre du plan de requalification pour 2016

Monsieur le président où en est-on réellement sur le plan ministériel de requalification 2016 ?

Avez-vous obtenu l'aval de la DGAFP, et le financement est-il assuré en totalité ?

La mise en œuvre de la première année du plan de requalification se voulait ambitieuse, mais il est évident que l'administration n'est pas en mesure de porter ce dossier :

- d'une part, du fait du facteur humain : de nombreux services de la DRH sont, en terme d'effectif, en dessous de la ligne de flottaison et, malgré leur travail acharné les gestionnaires, ne peuvent porter ce projet ;
- d'autre part, à cause de la distension du lien entre la centrale et les DREAL, entre les DREAL et les DDI, en matière de gestion des personnels, du fait là aussi de la diminution des moyens des fonctions supports, de la perte de mémoire des services, et aussi de la volonté réaffirmée de laisser de l'autonomie au niveau local.

L'UNSA demande à la DRH un point sur ce dossier particulièrement sensible.

3- Les mobilités

Le passage à deux cycles, c'est un recul social !

Totalement déconnectée de la réalité du terrain, cette décision n'est destinée qu'à pallier le manque de moyen de l'administration ! Vu de Matignon, l'impact négatif sur les personnels n'est pas un argument recevable.

L'UNSA participera néanmoins activement au groupe de travail sur les nombreux freins à la mobilité et attend de la DRH une réelle volonté d'améliorer la mobilité.

Au niveau de nos ministères la mise en place de pré CAP communes, inter-corps et par macro grades, est indispensable en terme de fluidité et de transparence.

Puisqu'au niveau interministériel, la DRH évoque l'harmonisation des pratiques en matière de mobilités, l'UNSA demande l'harmonisation des régimes indemnitaires !

4- Les régimes indemnitaires parlons-en !

Alors qu'un grand nombre d'agents a basculé dans le RIFSEEP au 1er janvier 2016, les modalités de mise en œuvre de ce dispositif, notamment la classification des groupes de fonctions, ne sont pas encore déterminées, ce qui est scandaleux ! Les agents et les services chargés de l'appliquer sont dans le flou total !

Un projet de note de gestion spécifique à l'année 2016 nous a été présenté par la DRH il y a quelques jours, et force est de constater qu'il ne prend pas en compte nos revendications et s'avère très largement en-deçà des choix opérés par le MAAF, le ministère de l'Intérieur ou encore celui de l'Education Nationale, en ce qui concerne par exemple les cas d'évolution de l'IFSE ainsi que les montants correspondants, la garantie d'un maintien du régime indemnitaire antérieur lors de bascule au RIFSEEP, y compris en cas de changement de situation, etc. Le passage au RIFSEEP constitue même parfois l'occasion pour la DRH de supprimer des primes préexistantes ou de les modifier défavorablement (exemple : prime informatique, indemnité de régisseur d'avances et de recettes).

Ce manque de considération des agents nous a conduit à saisir le cabinet de la ministre afin que nos revendications soient entendues et qu'une convergence avec les autres ministères soit effectuée, ce à quoi s'est engagé le cabinet. Nous espérons donc un signe fort adressé aux agents en ce sens !

5- Situation à Mayotte

Le 9 juin le DEAL de Mayotte a, une fois encore, appelé ses agents à la plus grande prudence face à une nouvelle montée de l'insécurité et de la violence (voitures brûlées, personnes ligotées).

Les agents ne savent plus ce qu'ils doivent faire, leur vie et celle de leur famille tourne au cauchemar.

L'UNSA vous demande de favoriser au maximum le retour des agents qui souhaitent quitter le département.

En conclusion

Les agents de nos ministères ont fait de gros efforts d'adaptation, efforts qui n'ont jamais été réellement reconnus, et encore moins récompensés.

Depuis plusieurs années, nos ministères ne cessent de connaître réorganisation sur réorganisation, abandon et perte de mission (ADS ; ATESAT ; Ingénierie Publique ; Sécurité, information circulation et éducation routière, etc.), effectifs se réduisant comme une peau de chagrin, PFR et RIFSEEP au rabais et ministres aux abonnés absents, faisant au final d'eux, les ministères de l'abandon et du renoncement.

Voyez-vous, monsieur le Président, il n'y a aucune raison d'être optimistes après avoir fait tous ces constats !

Mais peut être avez vous sous le boisseau quelques bonnes nouvelles ?!